

dossier n°. 2 : la France et les antipodes

semaine 3, cours écrit : un morceau à regarder en classe

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de faire connaître à Votre Excellence sa réponse à la lettre adressée le 3 janvier 1973 à M. Maurice Schumann, ministre des affaires étrangères, par M. Alan Renouf, ambassadeur d'Australie en France.

Le Gouvernement français voudrait tout d'abord assurer le Gouvernement australien qu'il n'ignore nullement que l'Australie s'interroge sur les raisons et les effets des expériences nucléaires dans le Pacifique Sud. Aussi a-t-il, à plusieurs reprises, pris soin de fournir en ce domaine les éclaircissements désirables. Toutefois, devant les préoccupations persistantes exprimées par le Gouvernement australien, il ne voit qu'avantage à exposer une nouvelle fois, dans un esprit de franchise et d'amitié, les divers aspects de cette question.

Mon gouvernement ne doute pas que l'Australie soit pleinement consciente de l'histoire récente de la France dont, depuis un siècle, le territoire a été envahi trois fois et dont le peuple a subi de ce fait de douloureuses épreuves. Il en doute d'autant moins que les soldats australiens ont combattu héroïquement côte à côte avec les soldats français au cours des deux dernières guerres mondiales, méritant ainsi la reconnaissance de la France. De cette dure expérience, il est naturel que le Gouvernement français ait tiré l'enseignement qu'aussi longtemps que les conditions d'un véritable désarmement général et complet, et tout d'abord en l'état actuel des armements, d'un désarmement nucléaire, sous un contrôle international efficace, n'étaient pas réunies, la France devait impérativement se doter des moyens propres à assurer sa sécurité et à préserver ses intérêts vitaux.

La décision prise par le Gouvernement français d'accéder, quoi qu'il lui en coûte, à l'armement nucléaire, ne lui a donc été dictée que par une appréciation lucide de la situation internationale en dehors de toute considération de vain prestige et dans le souci purement défensif de dissuader tout agresseur éventuel. Cette situation, certes, a évolué dans le sens d'une certaine détente et le Gouvernement français, qui a d'ailleurs le sentiment d'y avoir contribué par son action constante au cours des dernières années, tant en Europe qu'en Asie, est le premier à se féliciter de cette heureuse amélioration. Toutefois, il lui faut constater que cette tendance, si favorable qu'elle soit, n'a pas encore abouti à une transformation radicale de la situation.

C'est ainsi qu'en matière de désarmement des progrès véritables n'ont pas encore été accomplis. En particulier les autres puissances nucléaires, à commencer par les plus importantes, continuent d'entretenir la faculté de maintenir ou même d'accroître des stocks déjà surabondants d'armements nucléaires, ainsi que de perfectionner et de diversifier ces armes. Aussi le Gouvernement français, qui n'a cessé de se déclarer en faveur de la réunion d'une conférence des puissances nucléaires et qui s'est également prononcé en faveur d'une conférence mondiale sur le désarmement, se voit contraint de tirer sur le plan de sa sécurité les conséquences de cette situation.

extrait d'une lettre adressée le 7 février 1973 au Premier Ministre d'Australie par l'Ambassadeur de France à Canberra. (ICJ Pleadings, Nuclear Tests, Vol. I, p. 28.)

F R E N C H I B & I I I S 1994

dossier n°. 3 : Républiques et libertés

semaine 1, cours écrit

exercice n°. 6 : traduisez en français les phrases suivantes

- 1 Because the French have a republican régime and they see that as democratic, they express the idea of 'It's a free country' by saying 'We're in a republic'.
- 2 Montesquieu is one of the founding fathers both of French republicanism and western democratic thought.
- 3 Jean-Jacques Rousseau, a political theorist, a novelist, an autobiographer, a composer, a part-time paranoid, who was persecuted by the French government, believed he was also victimised in England and Switzerland.
- 4 The Girondins and the Jacobins in the late nineteenth century created the division between the right and the left, a lasting tradition of French political life.
- 5 Two things that the initial enthusiasm of the Revolution gave rise to, the Republican calendar and the revolutionary bonnet, did not outlast it.
- 6 The Third Republic, the most lasting régime that France has known since the Revolution, did not end until 1940.
- 7 The greatest single achievement of the Popular Front government of Léon Blum was probably the passing of laws on paid holidays and the forty-hour week in 1936.
- 8 French people (or should one say the French people?) value the privileges that their status as citizens of a democratic State endows them with.
- 9 A symbol of the anti-Christianity of the early phase of the Revolution, the Pantheon does not mean the Republic continues that tradition today or sees itself as a successor to the church.
- 10 The fall of France — and the Republic! — led to the Vichy régime and collaboration with the Nazis.

exercice à remettre au plus tard le vendredi 3 juin à 17 heures

dossier n°. 3 : la République et les libertés

semaine 2, cours écrit : un morceau à regarder en classe

De Gaulle fut le George Washington de la République moderne. Il lui a donné ses institutions; autrement dit, il l'a «instituée». Grâce à Mitterrand, la République gaullienne est devenue, selon une formule utilisée jadis par Thiers, « *le régime qui divise le moins* ».

Jamais en effet depuis deux siècles les Français n'avaient été aussi peu divisés. En dix ans, et sans qu'il l'ait systématiquement recherché, François Mitterrand a contribué à désamorcer les trois mèches lentes qu'avait allumées la Révolution et qui se consumaient depuis deux siècles, au risque périodique de faire sauter la République. Celles-ci se nommaient: le débat sur les institutions, la querelle scolaire, la question sociale.

En se portant à quatre reprises candidat à l'élection présidentielle, les deux dernières avec succès, puis en exerçant dans leur intégralité les pouvoirs que reconnaît au président la Constitution de la V^e République, François Mitterrand a apporté à celle-ci la dernière caution qui lui manquait : celle des 20% d'électeurs qui avaient voté non en 1958. Après cela, il importe peu qu'il continue d'exprimer des réserves sur une Constitution qui, aux mains d'un moins scrupuleux que lui, pourrait, selon lui, mettre en danger les libertés républicaines : le fait est qu'il n'a guère tenté de la réformer.

Quant à la querelle scolaire, parvenue au stade terminal depuis la dernière flambée de 1984, elle n'était elle-même que le dernier avatar du plus violent conflit qu'ait connu la France contemporaine : le conflit religieux. Dans son expression la plus aiguë, l'affrontement entre Eglise et Révolution avait pris la forme d'une lutte à mort avec pour enjeu final la direction des esprits et des âmes. C'est encore ainsi qu'il était perçu dans les débuts de la Troisième. Après la guerre de 1914 et l'unanimité sorti des tranchées, la question scolaire évolua bientôt en affaire de spécialistes. Il fallut, en 1984, la maladresse des socialistes pour que leurs modestes propositions de réforme apparussent comme un attentat contre la liberté de l'enseignement. François Mitterrand, pour sa part, n'hésita guère. Quand, au début de l'été 1984, il réalisa que la mobilisation pour la liberté de l'enseignement mettait en péril sa propre situation, il décida un repli général tactique qui valait liquidation du problème.

Reste ce qu'à la fin du XIX^e siècle on nommait la question sociale et qu'on aurait pu formuler ainsi : fallait-il révolutionner radicalement l'économie pour abolir l'injustice sociale? Ceux qui répondaient oui se nommaient eux-mêmes socialistes. Pour des raisons essentiellement politiques, François Mitterrand se rallia, au début des années 70, à la doctrine économique socialiste et même à la vision marxiste du monde. Fut-il alors, comme beaucoup d'autres, trompé par ce petit méandre de l'Histoire, qui paraissait conduire à des changements révolutionnaires quand la pente générale du fleuve allait en sens inverse? En tout cas, quand il fut clair aux yeux de tous que l'analyse et le projet socialistes des années 70 conduisaient la France à la catastrophe, François Mitterrand n'hésita pas plus, en 1983, qu'il n'allait le faire, l'année suivante, pour la question scolaire. En une demi-heure de télévision, marché et profit étaient l'objet d'une réhabilitation d'autant plus éclatante qu'elle venait du plus autorisé de leurs critiques : François Mitterrand, chef du socialisme français. De cette année 1983 date en France l'explosion de l'argent comme forme légitime et universelle du pouvoir...

Dossier no. 4 : Cultures et politique culturelle

semaine 2 : le patrimoine

un morceau à regarder en classe

L'histoire occupe une place privilégiée dans la vie quotidienne des familles de l'aristocratie et de la bourgeoisie ancienne : elle imprègne l'architecture des maisons, les façons de vivre, les idées politiques. Dans la conversation courante, les références, les comparaisons, les anecdotes sont souvent empruntées à l'histoire dont on parle, « naturellement » et « avec intérêt ». Cette attitude, marquée par une constante attention portée au passé et par un intérêt passionné à en parler, a son origine dans le fait que ces familles comptent des ancêtres dont la notoriété dépasse le cadre étroitement familial et tient une place dans la mémoire collective. Elle s'explique aussi par la quantité parfois impressionnante d'archives, de documents et de souvenirs matériels qu'abritent leurs demeures. La présence sur la scène de la grande histoire, au premier plan ou en retrait, mais continue, de ces familles issues de l'ancienne noblesse ou héritières des dynasties industrielles du XIX^e siècle¹, incite leurs descendants à invoquer une sorte de responsabilité à l'égard des événements. Responsabilité historique ancrée dans des faits, responsabilité morale fondée sur les qualités que la noblesse a, au fil des siècles, toujours cherché à se faire reconnaître comme lui appartenant en propre.

Le lien tissé entre la famille et la nation est présenté comme ininterrompu et favorise ainsi une prise de conscience aiguë du sentiment d'avoir, sans rupture, participé à l'histoire. Pour exemple, citons ce texte écrit par un enquêté, descendant d'une famille de l'aristocratie d'Ancien Régime, le comte Anne-François d'Harcourt, maire de Grosbois-en-Montagne, en Côte d'Or. Il s'agit d'un extrait de l'allocution qu'il prononça, en tant que maire, devant le monument aux Morts de son village, le 14 juillet 1989². Voici comment, en évoquant quelques dates majeures de l'histoire de France, il retrace l'histoire de sa famille et justifie son intervention dans la vie publique : « *Ma famille a participé sur tous les champs de bataille du monde à la constitution de la France. Elle a servi la monarchie ou lui a résisté. Elle a animé le siècle dit des Lumières ou s'y est soustraite. Au hasard des mariages, elle a voté la mort de Louis XVI, laissé des morts sur l'échafaud, contribué aux victoires de l'Empire, à la Restauration, à la prise du pouvoir par Napoléon III, aux conquêtes de la République, résisté à tous les fascismes qu'ils soient de l'est ou de l'ouest. Bref, environné de toute notre histoire nationale, si je n'avais pas accepté de témoigner ici aujourd'hui, j'aurais eu l'impression de trahir quelqu'un et quelque chose. Je n'ai pas acheté avec les deniers des contribuables le devoir de m'exprimer, mais je l'ai payé du sang qui coule dans mes veines* ».

Deux événements occupent une place privilégiée dans les mémoires aristocratiques : la Révolution et la Grande Guerre, en raison de l'ampleur et de la diversité de leurs conséquences, démographiques, économiques et sociales, mais aussi parce qu'ils permettent de fortifier la mémoire familiale de deux façons. D'une part, en facilitant l'appropriation familiale de l'histoire, fragmentée en une multitude de récits édifiants. D'autre part, en étant investis des caractères de l'anecdote : la charge affective et la dimension pathétique.

La Révolution Française est assimilée à un mal total : on invoque la liste familiale des victimes innocentes guillotines, on stigmatise ses aspects antireligieux, on déplore les destructions matérielles dont elle fut la cause. Les détails abondent mêlant toujours hommes et femmes, individus et patrimoines : on évoque le souvenir d'un prêtre réfractaire célébrant clandestinement la messe ou le geste d'adieu d'une aïeule montée dans la charrette la menant à l'échafaud. Les récits de la Grande Guerre, dans un registre plus positif, mettent l'accent sur le patriotisme de familles acceptant mal de vivre pour la République, mais qui voulurent se battre et mourir pour la France en 1914.

Cet entremêlement entre la geste familiale et l'histoire collective, marquant l'évocation des grands événements du passé, est plus sensible encore à propos de l'histoire locale ou micro-locale. Dans l'univers restreint du village, où la stabilité des familles est plus grande et où les transformations de l'espace sont plus lentes, les traces matérielles du passé sont mieux et plus abondamment conservées. La notabilité ancienne, implantée plus solidement, reste davantage préservée. On peut en voir une preuve dans le maintien, fréquent encore dans les villages français durant la première moitié du XX^e siècle et même au-delà, de l'élection du châtelain à la fonction de maire⁴.

extraits d'un article d'Eric Mension-Rigau :

'Une certaine image de l'histoire'

(paru dans *Ethnologie française*, XX, 1990, 1)

Dossier no. 4 : Cultures et politique culturelle**semaine 5: Regards sur les musées**

**un passage à lire en classe
[il date de 1989]**

Institut du Monde Arabe

Il en a été question durant de nombreuses années. Depuis décembre 1987, c'est chose faite, il existe à Paris un institut assurant la promotion de la culture arabe. Par Virginie de La Batut.

A l'extrémité du boulevard Saint-Germain, l'Institut du Monde Arabe (IMA) se dresse comme un point de ponctuation entre deux tissus urbains de la ville : l'un ancien et dense, l'autre plus récent et moins compact. L'extrémité ouest — la première que l'on aperçoit lorsque l'on débouche du boulevard — abrite la « tour des livres ». Cette dernière est conçue de telle sorte que les ouvrages disposés sur les rayonnages, sont visibles de l'extérieur au travers de la façade transparente. Le front nord, élégamment galbé, reflète les harmonies changeantes de la Seine et des immeubles lui faisant face dans l'île Saint-Louis. Côté sud — celui qui a vu sur la faculté des Sciences — l'architecte a imaginé une variation sur le thème du moucharabieh (sorte de balcon fermé par un grillage) une cellule photo-électrique ouvrant et fermant les diaphragmes, dose la lumière en fonction de ses variations. L'édifice (9 étages pour une surface totale de 26 900 m²), œuvre de verre, de métal et de lumière est dû au travail de Jean Nouvel, Pierre Soria, Gilbert Lezènes et Architecture Studio. Ils furent désignés à l'issue d'un concours qui a été jugé en décembre 1981.

La nécessité d'une telle institution était pourtant apparue dès les lendemains de la seconde Guerre Mondiale. Déjà le général de Gaulle l'envisageait. Mais ce n'est que le 27 octobre 1974 que le gouvernement de Jacques Chirac décidait sa création. Il fallut attendre encore six ans avant que l'acte de fondation soit signé par la France et par les vingt ambassadeurs des pays arabes ayant accepté de participer au projet (depuis l'Égypte et la Libye ont rejoint l'organisation). Dès lors, placé sous l'autorité d'un haut conseil composé des représentants de tous les états membres et d'un conseil d'administration, l'IMA commence à travailler. Son but est « de développer la connaissance du monde arabe, d'animer une recherche en profondeur sur sa langue, ses valeurs culturelles et spirituelles, ainsi que de favoriser les échanges et la coopération, en particulier dans les domaines des sciences et des techniques entre la France et le monde arabe, contribuant par là au développement des relations entre celui-ci et l'Europe ». Une première étude prévoyait son installation dans le 15^e arrondissement. Finalement, le terrain fut après de difficiles tractations utilisé pour le sport. Et la ville céda un bail de 99 ans en bord de Seine afin de construire le bâtiment abritant l'IMA. Son financement fut assuré à part égale entre d'une part la France et d'autre part les pays arabes.

L'institut, en son sein, abrite différents organismes : un musée tout d'abord. Le dépôt du musée du Louvre d'une importante partie de ses trésors arabo-islamiques constitue le fonds des collections du nouveau musée qui se répartissent sur cinq niveaux. L'art contemporain depuis les années 50 est aussi présenté. Il y a ensuite la bibliothèque. Elle recueille 40 000 titres consultables librement, et 800 périodiques en langue arabe. Tous les ouvrages parus depuis 1980 sur le monde arabe ou dans les pays arabes sont disponibles. Un centre de documentation, une salle d'actualité, un restaurant trouvent également leur place. Après 18 mois de fonctionnement un premier bilan peut être dressé. Quatre cent cinquante mille visiteurs se sont rendus à l'institut. Certains d'entre eux, en particulier les Américains et les Japonais se sont déplacés pour voir le bâtiment — la notoriété de son architecte est une chance pour l'IMA.

Désormais, il apparaît clairement que l'intérêt des pays arabes se porte plus spécialement sur des actions ponctuelles, opérations de prestige, grandes expositions. La France assure le quotidien, les pays arabes l'extra-ordinaire (aujourd'hui les participations financières sont du type 60 % pour la France, 40 % pour les pays arabes).

Edgar Pisani, l'actuel président, cherche à donner à l'Institut une impulsion nouvelle. Il a mis l'accent sur la communication ; à l'intérieur même de la fondation et avec les médias. L'IMA doit multiplier les événements qui font l'actualité et incitent les Parisiens à se déplacer quai Saint-Bernard.

L'Institut du Monde Arabe est une institution jeune qui attire encore plus particulièrement les spécialistes et les chercheurs. Le pari consiste à attirer le grand public et à jouer un rôle moteur, en Europe pourquoi pas, dans le développement de la connaissance des pays qui bordent la Méditerranée et ceux du Proche-Orient.

V.L.B.

Dossier no. 5 : la France et l'Europe

corrigé en 235 mots du résumé « L'Europe autrement »

Une Europe nouvelle qui remplacerait la guerre par unité et concorde, voilà une idée généreuse qui date de l'après-guerre.

Étant donné les progrès réalisés depuis vingt ans, et les difficultés vaincues, la construction de cette Europe-là semblait désormais chose faite. En effet, jusqu'en 1992, les problèmes majeurs — harmonie financière, union politique, défense commune — étaient ou résolus ou bien près de l'être.

Et voilà que brutalement, ce processus s'interrompant, c'est l'échec qu'il faut constater dans plusieurs domaines. D'abord, dans les Balkans, le manque d'une politique étrangère unifiée contribue au gâchis qui s'installe. Et, face à d'autres points critiques de la planète, c'est hélas ! la même histoire.

Ensuite, c'est la crise et le chômage, fléaux qui sévissent surtout en Europe. Le fait est que, dans d'autres pays industrialisés, c'est déjà la reprise, avec création d'emplois et croissance. Alors qu'en Europe on souffre d'incohérences entre économies et initiatives nationales et économies et initiatives européennes.

Et ce manque de cohérence se voit précisément dans le chômage qui augmente. C'est que cette Europe nouvelle profite surtout, non pas à la main-d'œuvre des pays membres, mais plutôt aux sociétés multinationales et aux manieurs d'argent.

Malgré la réussite du référendum de Maastricht, ce sont surtout les déçus et les adversaires de l'Europe qui se prononcent sur la forme qu'elle prend. Et ils ne se privent pas de la dénigrer. Le prix de cette victoire est ce pessimisme qui règne.

L'Europe autrement

par Claude Allègre

(*Le Monde*, avril 1994)

C'était une belle idée, l'Europe, quand, au sortir de la seconde guerre mondiale, quelques hommes politiques, fatigués de voir le Vieux Continent se déchirer par des guerres meurtrières, décidèrent d'inverser la pesanteur historique et d'unir les frères ennemis.

Que de patience, que d'obstination, que d'échecs surmontés, que de nationalismes surpassés ! Patiemment, sûrement, dans le calme et avec la sage lenteur qui sied à la prudence constructive, l'Europe a semblé depuis vingt ans progresser à petits pas mais inexorablement. Si bien qu'il y a deux ans, on nous laissait penser qu'on touchait enfin au but. L'union monétaire était en vue, l'union politique en perspective, l'effondrement de l'Est communiste permettait de surmonter le difficile problème de la défense nucléaire commune. Bref, tout semblait s'annoncer sous les meilleurs auspices.

Et puis patatras ! En quelques mois, tout se lézarde, tout semble s'arrêter. Le doute remplace l'espoir, les hommes politiques européens se trouvent incapables d'adapter le rythme de leur construction à celui de l'Histoire qui brusquement s'accélère et il n'en faut pas plus pour que cette Europe, hier encore prête à « éclairer » le monde s'arrête, paralysée, figée, marquée soudainement par des échecs retentissants dont on ne sait s'ils sont des causes ou des effets.

La Yougoslavie d'abord. Personne ne comprend comment l'Europe, dont l'histoire a tissé tant de sympathies multiples et divergentes avec le conglomerat balkanique, a pu laisser se déclencher ce conflit stupide et cruel sans le prévenir. Comment ne pas s'étonner que Helmut Kohl ait pu reconnaître la Croatie et que la France et la Grande-Bretagne aient publiquement gardé leur cœur attaché à la Serbie sans qu'une discussion européenne n'ait eu lieu préventivement sur le sujet ? Faute d'une politique étrangère commune, l'Europe est absente partout où il se passe quelque chose : en Bosnie, au Moyen-Orient, en Afrique du Sud et aussi, hélas ! en Algérie.

Le second symptôme est la crise économique, dominée par l'insoutenable montée du chômage. En France, on parle tous les jours de la crise, mais on ne dit pas assez que, même si l'économie des pays industrialisés a subi un certain ralentissement, c'est surtout l'Europe qui est en crise. L'Asie du Sud-Est, mais aussi la Chine, le Chili, l'Argentine, le Brésil, le Mexique, sans compter les États-Unis et les « Dragons » sont en croissance. Ils créent des dizaines de millions d'emplois chaque année. L'Europe est économiquement malade, car elle est restée une entité économique bancalée, où les contraintes européennes gênent les dynamismes nationaux, sans imposer la nécessaire cohérence des politiques économiques, budgétaires, douanières et sociales.

La montée du chômage est une conséquence de cette incohérence. Au lieu du grand marché intérieur dont l'effet de masse pouvait profiter à tous les pays membres, à leurs industries, à leurs services, à leur commerce et à leurs peuples, où pouvait s'appliquer sans grand risque une politique de relance efficace, on a construit une Europe des marchands et des financiers. L'effet de masse, l'ouverture des frontières sans retenue, ce sont les multinationales qui en ont été les grands bénéficiaires.

La victoire du référendum de Maastricht a été une victoire à la Pyrrhus. Sur un sujet techniquement difficile, un débat confus a surtout permis aux adversaires de l'Europe de mettre en lumière ses faiblesses. Ce fut pour beaucoup le signal du réveil. On se mit à réaliser brutalement que l'Europe qu'on était en train de nous construire n'était pas celle dont nous rêvions. L'« europessimisme » est parti de là.

exercice n° 11 : petit résumé

ce passage contient environ 450 mots;

il s'agit de le réduire à 250 mots

exercice à remettre le vendredi 16 septembre à 17 heures au plus tard

Dossier no. 5 : la France et l'Europe**semaine 3 : Les relations franco-allemandes****corrigé de l'exercice à trous**

D'un avis presque unanime, l'avenir de l'Union européenne se jouera sur la solidité du couple franco-allemand. Qu'il se délite, et ce sera la débandade. Qu'il se renforce, et tout reste possible. Cela explique que les vicissitudes du couple fascinent les observateurs. La façon dont certains médias se jettent sur l'incident le plus banal rappelle la manière dont ils guettent les avatars de couples princiers célèbres. Selon que le prince Charles et lady Diana apparaissent ou non à la même manifestation, on pronostiquait le divorce ou la réconciliation. L'absence d'Helmut Kohl aux fêtes du débarquement allié en Normandie est pareillement interprétée comme un mauvais présage, tandis que la présence de soldats allemands au défilé du 14 juillet laisse augurer d'une nouvelle lune de miel. La relation franco-allemande mérite mieux que cette approche digne d'un feuilleton télévisé où le spectateur retient son souffle dans l'attente du drame inévitable.

Plutôt que de spéculer sur ce genre d'« états d'âme », les participants français et allemands d'un colloque organisé par Europe et Société et le Cirac voulaient faire un point objectif sur l'état des relations entre les deux pays et sur l'avenir probable du couple. On ne s'étonnera pas qu'ils éprouvent quelque allergie à l'égard du mot « couple ». Comme le dit Joseph Rovin, « dans un couple, il y a un homme et une femme, et le réflexe immédiat est de se demander qui est l'homme et qui est la femme. » Tant que les citoyens se borneront à vouloir savoir qui, de l'aigle allemand ou du coq gaulois, portera la culotte dans le ménage, la survie dudit couple restera plus que précaire. Il est temps de substituer une connaissance réaliste de l'autre à des stéréotypes devenus sans fondement.

Paradoxalement, une certaine façon de témoigner trop d'admiration à l'égard de nos voisins ne fait qu'alimenter le sentiment d'inégalité, et donc la méfiance. Pourquoi opposer systématiquement les qualités de l'un aux défauts de l'autre, l'Allemagne laborieuse à la France paresseuse, ses syndicats raisonnables à nos organisations révolutionnaires, sa gestion rigoureuse à nos tentations laxistes? Un regard plus lucide, sans cacher les différences, éviterait un tableau en noir et blanc, révélerait la présence de difficultés analogues de part et d'autre du Rhin, déboucherait sur la prise de conscience de complémentarités plus que d'oppositions.

A l'opposé de ceux qui se délectent au moindre indice de malaise, un Alfred Grosser témoigne que, où qu'il aille dans le monde, l'entente franco-allemande est perçue comme une réussite étonnante : « Pour beaucoup de pays, nous sommes un modèle, le symbole de l'union. » A ceux qui doutent de la réalité du partenariat, le ministre fédéral des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, rétorque : « Alain Juppé et moi-même, nous nous consultons de manière continue, nous nous voyons presque chaque semaine. » Cela permet à un autre intervenant de conclure que « Français et Allemands n'en sont plus à se demander qui est l'autre ni à se reconnaître mutuellement. C'est chose faite. » Oui et non. Il reste encore du chemin aux deux peuples pour se comprendre réellement et pour conjuguer leurs talents. Mais soudés il est vrai par la synergie qu'ils ont mise en route, la question est de savoir comment ils vont s'y prendre pour sortir l'Europe de sa crise de dépression, de l'ornière où elle piétine.

classe écrite: exercice no. 2, un résumé possible

On parle de « la » province, au singulier, alors qu'il existe beaucoup de provinces. Provinces d'où tirent leur origine pas mal de Parisiens même.

Autrefois, avant l'invention des départements, la France était composée précisément de ses anciennes provinces. Malgré des disparités, malgré certaines autonomies historiques, cela faisait un seul pays. Ce sont d'abord Versailles, sous l'ancien régime, ensuite Paris, sous Napoléon, qui ont entrepris de subordonner et de centraliser toutes ces régions et de réduire cette diversité à l'unicité de ce qui n'était pas parisien : « la » province.

Désormais, la province ne se voit plus comme étant aussi subordonnée à la capitale. En effet, l'ancien rapport de dépendance envers Paris est en passe de devenir un rapport presque d'égalité.

La province sait que le progrès économique passe par le respect de l'héritage. D'où des initiatives qu'inspire une confiance en soi retrouvée: enjolivement des petites villes, implantation d'usines, agrémentation des espaces urbains. Certes, les liens avec Paris n'ont pas cessé pour autant. Mais la décentralisation est en marche.

De plus, on constate dans les entreprises de province une certaine méfiance envers Paris, une réticence envers l'idée traditionnelle selon laquelle hors de Paris, il n'est point de salut. On voit même certains Parisiens qui, se défaisant du mépris qu'inspire à la capitale tout ce qui n'est pas Paris, envient certains aspects de la vie de province.

Influencés sans doute par des mouvements intellectuels de notre temps (écologisme et mode rétro), nombreux sont les citadins qui voudraient s'installer en province. Le rêve qui les attire est celui de la petite vie tranquille que l'on mène dans des espaces plus larges, entouré de choses plus naturelles, vie qui, selon ce rêve, ne se trouve désormais qu'en province.

1 Au total, les relations franco-australiennes pourraient tangenter le zéro s'il n'y avait Mururoa et la Nouvelle-Calédonie.

5 Sur ces deux dossiers, la mauvaise foi des gouvernements australiens est aussi complète que l'est le manque de psychologie des gouvernements français.

Les Australiens d'abord. En ce qui concerne les essais nucléaires de Mururoa, ils se défendent d'interdire à la France sa politique nucléaire, mais, en dépit des conclusions d'une mission scientifique officielle australo-néozélandaise récente sur

10 les lieux des expérimentations, ils mettent en doute l'innocuité des essais souterrains : si ces essais sont sans danger, pourquoi ne pas les réaliser en France métropolitaine, répète souvent Bob Hawke. De même, sur la Nouvelle-Calédonie, le gouvernement australien soutient des positions contradictoires : il prône une nouvelle-Calédonie pluri-ethnique et attise les revendications racistes du FLNKS, réclame l'autodétermination mais refuse le référendum et exclut pour les Néo-Calédoniens d'autres choix qu'une indépendance dont, par ailleurs il a appris à craindre les conséquences comme il le constate au Vanuatu et aux Fidji. En fait, l'Australie n'est encore qu'une très jeune nation qui cherche à s'opposer pour exister. La diplomatie australienne n'a guère que la France pour se « faire les dents » sans trop de danger. Mais, d'ores et déjà, elle perçoit les risques de la démagogie qu'elle a exercé aux dépens de la France auprès des micro-Etats réunis dans le Forum du Pacifique Sud : neutralisme, relâchement des liens avec les Etats-Unis, pénétration progressive de l'Union soviétique, directement ou par libyens interposés.

25 En retour, Paris pêche par manque de psychologie. La première erreur consiste à s'enfermer dans la tour d'ivoire nationale en affirmant hautement, ce qui est juridiquement vrai, que la Polynésie et la Nouvelle-Calédonie relèvent de la souveraineté française qu'elles acceptent démocratiquement, et donc que ce qui s'y passe concerne exclusivement le gouvernement français, ce qui est politiquement faux. Lorsque Bob Hawke reproche à la France de faire des expériences nucléaires « chez lui » alors que Mururoa est à six mille kilomètres des côtes australiennes les plus proches, il n'exprime pas une incongruité, mais un sentiment profond partagé par les Australiens, les Néo-Zélandais, les Papouans, les Tongans, etc. Entre toutes ces terres éparses du Pacifique austral existe un réel sentiment de solidarité et de communauté. Travaillées par des agitateurs politiques et religieux (les catholiques en la matière dépassant même les protestants), les jeunes nations polynésiennes et mélanésiennes expriment un anticolonialisme de plus en plus virulent et ressentent la présence française en Polynésie, à Wallis et Futuna et en Nouvelle-Calédonie, comme un anachronisme colonial insupportable. Elles n'ont cure d'un système démocratique étranger à leur culture lorsqu'il n'assure pas leur domination ethnique sur un sol ancestralement sacré et elles somment les Australiens et les Néo-Zélandais, colonisateurs heureux de leurs frères maoris, mélanésien et aborigènes, de laver leur tare originelle en menant le combat pour l'émancipation des terres encore détenues par les Français.

classe écrite: exercice no. 4

lisez cet article et répondez en français aux questions suivantes

- 1 Exprimez autrement le sens de *tangenter le zéro* (lignes 1-2).
- 2 Expliquez la fonction de ce *l'* que vous voyez à la ligne 4.
- 3 Exprimez autrement le sens du bout de phrase *ils mettent en doute l'innocuité de* (ligne 10).
- 4 Expliquez la fonction du *d'* (ligne 17).
- 5 a) Expliquez la fonction structurelle du mot qui, à la ligne 19, précède *Fidji*.
b) Trouvez, dans le dernier paragraphe, deux autres exemples de la même structure.
- 6 Pouvez-vous expliquer la présence dans ce nom de 'Fidji' du *d'*?
- 7 Trouvez la coquille dans le bout de phrase *la démagogie qu'elle a exercé* (lignes 23-24).
- 8 Parlez-moi de la structure qui finit la phrase qui finit à la ligne 27. Définissez-la, d'abord. Identifiez ensuite dans ce qui la précède ce à quoi elle se rattache.
- 9 Dans le dernier paragraphe trouvez une sorte d'inversion de sujet et de verbe.
- 10 Dans le dernier paragraphe trouvez-moi un nom en apposition.

extrait de Georges Ordonnaud et Alain Sérieyx, Australie 88: Bicentenaire ou Naissance? (Paris: Editions France-Empire,

exercice à remettre au plus tard le vendredi 6 mai à 17 heures